

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41230]

**4 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 34
relatif à l'immunisation des subventions en matière d'action sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution ;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 47, remplacé par le décret du 20 février 2014, 47/1 à 47/3, insérés par le décret du 20 février 2014, 56, 61, modifiés par le décret du 20 février 2014, 114, modifié par le décret du 28 avril 2016, 115, 116, modifiés par les décrets des 20 février 2020 et 28 avril 2016, 128, modifié par les décrets des 31 janvier 2013 et 20 février 2014, 129, modifié par le décret du 20 février 2014, 149, 149/17, inséré par le décret du 1^{er} mars 2018, 153/7 et 154/4, insérés par le décret du 27 mars 2014 et modifiés par le décret du 8 novembre 2018 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières dont l'exercice a été transféré à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mai 2020 ;

Vu le rapport du 28 avril 2020 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'urgence ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les articles 12/1, 12/2, 29 à 36, 49 à 65, 93 à 124, 144 à 153, 230 à 234, 235/9 à 235/12, 243/1 à 246, 251 et 251/1 ;

Considérant la décision du 18 mars 2020 par laquelle le Gouvernement marque son accord sur le soutien aux secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socioprofessionnelle ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du COVID-19 sur le territoire européen et belge ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant dès lors que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière d'action sociale, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer ;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi dans ces secteurs et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs ;

Considérant qu'il convient, afin d'assurer le principe de continuité des services publics, d'aménager les modalités d'organisation des services publics en charge des dispositifs relevant des politiques de l'action sociale, tout en assurant le respect des droits de leurs bénéficiaires ;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant de l'action sociale afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter ;

Considérant que l'urgence est justifiée ;

Sur proposition de la Ministre de l'Action sociale ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, le montant de la subvention n'est pas supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire pour ce qui est subventionné.

CHAPITRE II. — Mesures relatives services d'insertion sociale

Art. 3. Par dérogation à l'article 29, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, ci-après dénommé le Code, pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020, le service agréé est dispensé de justifier un volume d'activités consacrées au travail de groupe d'au moins dix-neuf heures par semaine entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2020 inclus.

CHAPITRE III. — *Mesures relatives aux relais sociaux*

Art. 4. Par dérogation à l'article 61, alinéa 2, du Code, le nombre de personnes issues de la rue suivies est fixé à quatorze pour la détermination du montant de la subvention de l'année 2021 et 2022 et pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020.

CHAPITRE IV. — *Mesures relatives aux maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et abris de nuit*

Art. 5. Par dérogation à l'article 116 du Code, pour la détermination du montant de la subvention de l'année 2021 et pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020, le taux d'occupation d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire est calculé pour l'année 2020 à l'exclusion des mois de mars à mai 2020 si le résultat ainsi obtenu est supérieur au résultat obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2020.

CHAPITRE V. — *Mesures relatives aux services de médiation de dettes*

Art. 6. Par dérogation à l'article 149 du Code, la partie variable de la subvention pour l'année 2021, relative à l'activité du service en 2020, est calculée sur la base du nombre des éléments repris à l'article 149, sauf les mois de mars, avril et mai 2020, divisé par trois et multiplié par quatre si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2020.

Par dérogation à l'article 153, alinéa 1^{er}, du même Code, pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020, le nombre minimal d'animations annuel réalisées par les groupes d'appui de prévention du surendettement est de trois.

CHAPITRE VI. — *Mesures relatives aux services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre*

Art. 7. Par dérogation à l'article 235/10 du Code, le volume d'activité pris en compte pour la détermination du montant de la subvention de l'année 2021 et pour l'octroi du solde du montant de la subvention de l'année 2020, relative à l'activité du service en 2020, est calculée sur la base du nombre d'heures affectées aux missions, hors les mois de mars, avril et mai 2020, divisés par trois et multipliés par quatre si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2020.

CHAPITRE VII. — *Mesures relatives aux centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères*

Art. 8. Par dérogation à l'article 245/3 du Code, les critères visés à l'article 245/1 pour la détermination des montants de la subvention variable de l'année 2021, relative à l'activité du service en 2020, sont calculés en dehors des mois de mars, avril et mai 2020.

CHAPITRE VIII. — *Mesures relatives aux initiatives locales d'intégration des personnes étrangères*

Art. 9. Par dérogation à l'article 251 du Code, le volume d'activités pris en compte pour la détermination du solde du montant de la subvention de l'année 2020 est calculé sur la base du nombre de modules et de permanences organisés, hors les mois de mars, avril et mai 2020, divisés par trois et multipliés par quatre si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2020.

Par dérogation à l'article 251/1 du Code, le volume d'activités pris en compte pour la détermination du solde du montant de la subvention de l'année 2020 est calculé sur la base des critères repris dans l'appel à projet, hors les mois de mars, avril et mai 2020, divisés par trois et multipliés par quatre si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2020. Les subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2019 dont la période couvre au moins les mois de mars, avril et mai 2020 sont immunisées de la même manière que les subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2020.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2020.

Art. 11. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 4 mai 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/41230]

**4 MEI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 34
betreffende de vrijstelling van de subsidies inzake sociale actie**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van de bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 47, vervangen bij het decreet van 20 februari 2014, 47/1 tot 47/3, ingevoegd bij het decreet van 20 februari 2014, 56, 61, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, 114, gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, 115, 116, gewijzigd bij de decreten van 20 februari 2020 en 28 april 2016, 128, gewijzigd bij de decreten van 31 januari 2013 en 20 februari 2014, 129, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, 149, 149/17, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2018, 153/7 en 154/4, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 3 van 18 maart 2020 betreffende de aangelegenheden, aan het Waalse Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet en betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 mei 2020;

Gelet op het verslag van 28 april 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale autoriteiten, in de Nationale Veiligheidsraad die sinds begin maart 2020 bijeenkomt;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 12/1, 12/2, 29 à 36, 49 tot 65, 93 tot 124, 144 tot 153, 230 tot 234, 235/9 tot 235/12, 243/1 tot 246, 251 en 251/1;

Gelet op de beslissing van 18 maart 2020 waarbij de Regering instemt met de steun aan de sectoren van de gezondheid, de sociale actie en de inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de sectoren en de regelingen inzake gezondheid, evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de tewerkstelling in deze sectoren en de instandhouding van de sociale prestaties die uit deze regelingen voortvloeien, te garanderen;

Overwegende dat het voor de inachtneming van het continuïteitsbeginsel van de dienstverlening door de overheid passend is de regels aan te passen voor de organisatie van de openbare diensten belast met de regelingen vallend onder het sociale actiebeleid met respect voor de rechten van de rechthebbenden;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder het sociale actiebeleid, te garanderen om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit mag het bedrag van de subsidie geenszins hoger zijn dan de daadwekelijk door de begunstigde gedragen kostprijs, voor hetgeen gesubsidieerd wordt.

HOOFDSTUK II. — Maatregelen betreffende de sociale inschakelingsdiensten

Art. 3. In afwijking van artikel 29, eerste lid, 2°, van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna "het Wetboek" genoemd, is de erkende dienst, voor de toekenning van het saldo van het bedrag van de subsidie van het jaar 2020, vrijgesteld van de verplichting om tussen 1 maart en 31 mei 2020 een volume activiteiten gewijd aan groepswerk van minstens negentien uur per week te moeten verantwoorden.

HOOFDSTUK III. — Maatregelen betreffende de sociale contactpunten

Art. 4. In afwijking van artikel 61, tweede lid, van het Wetboek is het aantal personen die op straat leven, op veertien vastgesteld voor de bepaling van het bedrag van de subsidie van het jaar 2021 en 2022 en voor de toekenning van het saldo van het bedrag van de subsidie van het jaar 2020.

HOOFDSTUK IV. — Maatregelen betreffende opvangtehuizen, gemeenschapshuizen of nachtsielen

Art. 5. In afwijking van artikel 116 van het Wetboek wordt voor de bepaling van het bedrag van de subsidie van het jaar 2021 en voor de toekenning van het saldo van het bedrag van de subsidie van het jaar 2020 de bezettingsgraad van een opvangtehuis of een gemeenschapshuis berekend voor het jaar 2020 exclusief de maanden maart tot mei 2020 indien het aldus verkregen resultaat hoger is dan het resultaat dat op basis van alle maanden van het jaar 2020 wordt verkregen.

HOOFDSTUK V. — *Maatregelen betreffende de diensten voor schuldbemiddeling*

Art. 6. In afwijking van artikel 149 van het Wetboek wordt het wisselende deel van de subsidie voor het jaar 2021 betreffende de activiteit van de dienst in 2020 berekend op grond van het aantal elementen vermeld in artikel 149, exclusief de maanden maart, april en mei 2020, gedeeld door drie en vermenigvuldigd met vier indien het aldus verkregen bedrag hoger is dan het op basis van alle maanden van het jaar 2020 verkregen bedrag.

In afwijking van artikel 153, eerste lid, van hetzelfde Wetboek bedraagt het minimumaantal gebeurtenissen per jaar dat door de steungroepen voor de preventie van overmatige schuldenlast wordt uitgevoerd, voor de toekenning van het saldo van het bedrag van de subsidie van het jaar 2020 drie.

HOOFDSTUK VI. — *Maatregelen betreffende de diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld*

Art. 7. In afwijking van artikel 235/10 van het Wetboek wordt het volume activiteiten dat in aanmerking wordt genomen voor de bepaling van het bedrag van de subsidie van het jaar 2021 en voor de toekenning van het saldo van het bedrag van de subsidie van het jaar 2020, met betrekking tot de activiteit van de dienst in 2020, berekend op basis van het aantal voor de opdrachten bestemde uren, exclusief de maanden maart, april en mei 2020, gedeeld door drie en vermenigvuldigd met vier indien het aldus verkregen bedrag groter is dan het bedrag dat op basis van alle maanden van het jaar 2020 is verkregen.

HOOFDSTUK VII. — *Maatregelen betreffende de Gewestelijke centra voor de integratie van vreemdelingen*

Art. 8. In afwijking van artikel 245/3 van het Wetboek worden de in artikel 245/1 bedoelde criteria voor de bepaling van de bedragen van de wisselende subsidie van het jaar 2021, met betrekking tot de activiteit van de dienst in 2020, berekend buiten de maanden maart, april en mei 2020.

HOOFDSTUK VIII. — *Maatregelen betreffende de plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen*

Art. 9. In afwijking van artikel 251 van het Wetboek wordt het volume activiteiten dat in aanmerking wordt genomen voor de bepaling van het bedrag van de subsidie van het jaar 2020 berekend op basis van het aantal georganiseerde modules en permanenties, exclusief de maanden maart, april en mei 2020, gedeeld door drie en vermenigvuldigd met vier indien het aldus verkregen bedrag groter is dan het bedrag dat op basis van alle maanden van het jaar 2020 is verkregen.

In afwijking van artikel 251/1 van het Wetboek wordt het volume activiteiten dat in aanmerking wordt genomen voor de bepaling van het bedrag van de subsidie van het jaar 2020 berekend op basis van het aantal criteria vermeld in de projectenoproep, exclusief de maanden maart, april en mei 2020, gedeeld door drie en vermenigvuldigd met vier indien het aldus verkregen bedrag groter is dan het bedrag dat op basis van alle maanden van het jaar 2020 is verkregen. Subsidies die worden toegekend op basis van de begroting van het jaar 2019, waarvan de periode ten minste de maanden maart, april en mei 2020 bestrijkt, worden vrijgesteld op dezelfde wijze als subsidies die worden toegekend op basis van de begroting van het jaar 2020.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2020.

Art. 11. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 mei 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/41231]

4 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 33 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 4 du 18 mars 2020 suspendant temporairement l'exécution des décisions d'expulsions administratives et judiciaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu la Nouvelle loi communale et plus précisément l'article 135, § 2, alinéa 2, 5° ;

Vu le Code wallon de l'Habitation durable en ses articles 7 et suivants et 94 ;

Vu le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du coronavirus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 4 du 18 mars 2020 suspendant temporairement l'exécution des décisions d'expulsions administratives et judiciaires ;

Vu les arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 12 du 2 avril 2020 et n° 18 du 17 avril 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 4 du 18 mars 2020 suspendant temporairement l'exécution des décisions d'expulsions administratives et judiciaires ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;